

Paris, le 13 janvier 2006



e.i.L

**Monsieur Gilles de Robien
Ministre de l'Éducation Nationale
110 rue de Grenelle
75007 PARIS**

Nos réf. : CL/JB/20/2006

Monsieur le Ministre,

L'agression criminelle dont a été victime notre collègue d'Arts Appliqués du lycée professionnel Louis Blériot d'Etampes ne peut laisser personne indifférent.

Il n'est toutefois pas suffisant de déclarer cet acte inacceptable. Les personnels enseignants doivent pouvoir avant toute chose bénéficier de la protection juridique qui leur est due dans le cadre du statut de la Fonction Publique.

Notre collègue doit bénéficier à titre personnel de tout notre soutien et de notre solidarité pour cet acte traumatisant.

Effectivement, la recherche simpliste de responsable ou de bouc émissaire ne nous semble pas une solution suffisante pour éradiquer la violence trop souvent au quotidien dans de nombreux établissements.

C'est pour cela que le SNETAA se permet de vous demander la mise en œuvre de mesures qui doivent contribuer à ce que la violence ne soit plus occultée : les différents acteurs doivent en parler. Aussi, nous vous demandons de réactiver le Comité National contre la violence. Tous les personnels doivent aussi pouvoir se faire entendre auprès d'interlocuteurs attentifs à leur mal-être. C'est pourquoi nous souhaitons la généralisation de cellules académiques d'écoute, déconnectées de la hiérarchie.

Enfin, il nous apparaît que la lutte contre la violence passe aussi par le renforcement du pacte social, notamment celui du sentiment d'appartenance au groupe, c'est-à-dire l'expression pleine de la citoyenneté. C'est pourquoi, nous vous demandons une mesure immédiate en organisant le dédoublement de l'ECJS en L.P. Nous ne comprenons pas pourquoi l'ECJS l'est en lycée général et non pas en L.P qui pourtant cumule les publics difficiles voire de surhandicaps sociaux.

Dans l'attente de votre réponse, nous demeurons prêts à une rencontre sur ce sujet comme sur tous ceux de l'enseignement professionnel.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Christian LAGE
Secrétaire Général.